

## 23 octobre 1086 : bataille de Sagrajas (Espagne).

**La Bataille de Sagrajas (23 octobre 1086), aussi appelée Zalaca ou Zallaqa, était une bataille entre l'armée almoravide dirigée par leur émir Youssef ben Tachfine et une armée dirigée par le roi castillan Alphonse VI. Les Almoravides ont répondu à l'appel au Jihad des Taïfas, qui se battaient entre eux, mais qui s'étaient unis pour combattre la menace des États chrétiens du nord. Les Taïfas ont aidé les Almoravides pendant la bataille avec des troupes, favorisant la bataille pour le côté musulman. Le champ de bataille a ensuite été appelé *az-Zallaqah* (en français « terrain glissant ») en raison de la mauvaise assise causée par l'énorme quantité d'effusions de sang ce jour-là, qui a donné son nom en arabe.**

\*\*\*

Après Alphonse VI, roi de León et de Castille, captura Tolède en 1085 et envahit la Taïfa de Saragosse, les émirs des plus petits royaumes Taïfa de la péninsule ibérique islamique ont constaté qu'ils ne pouvaient pas lui résister sans aide extérieure. En 1086, ils invitèrent Youssef ben Tachfine à se battre contre Alphonse VI. Cette année-là, il répondit à l'appel de trois dirigeants Andalous (Al Mutamid ibn Abbad et d'autres) et traversa le détroit jusqu'à Algésiras et s'installa à Séville. De là, accompagné des émirs de Séville, Grenade et Taïfa de Malaga, il marcha vers Badajoz.

Alphonse VI abandonna le siège de Saragosse, rappela ses troupes de Valence et fit appel à Sanche 1<sup>er</sup> d'Aragon à l'aide. Enfin, il partit à la rencontre de l'ennemi au nord-est de Badajoz. Les deux armées se rencontrèrent le 23 octobre 1086.

Alphonse VI de León et de Castille atteignit le champ de bataille avec quelque 2 500 hommes, incluant 1 500 cavaliers, dont 750 chevaliers, parmi lesquels certains étaient juifs, mais s'est retrouvé en infériorité numérique. Les deux monarques ont échangé des messages avant la bataille. Youssef ben Tachfine est réputé avoir offert trois choix aux Castillans : se convertir à l'Islam, payer le tribut (Djizîa) ou combattre.

La bataille de Sagrajas survint un an après la prise de Tolède en 1085. En 1086, l'émir Youssef ben Tachfine, considéré comme le premier souverain almoravide, est donc invité par les rois des *taïfas*, à les aider contre Alphonse VI de Castille. Débarquées le 30 juin à Algésiras, les troupes de Youssef ben Tachfine sont rejointes par celles des rois de Séville, Grenade, Malaga, Almeria et Badajoz. Youssef ben Tachfine réclama la conversion à l'islam d'Alphonse VI, qui répondit s'en remettre au sort des armes. La coalition musulmane inflige le 23 octobre une sévère défaite à Alphonse VI à Sagrajas, non loin de Badajoz. Un mouvement tournant des Almoravides décida d'une si complète victoire que le roi de Castille faillit être pris et fut contraint de se retirer de la région de Séville et de lever le siège de Saragosse. Cette victoire eut, dans le monde musulman tout entier, un retentissement aussi considérable que la prise de Tolède par Alphonse VI. Youssef ben Tachfine fut désormais considéré comme l'un des principaux champions de l'Islam menacé.

Cette victoire conforta par ailleurs le prestige de l'émir almoravide qui défait à nouveau par la

suite les chrétiens à la bataille d'Alédo en 1090, avant d'entamer la conquête des royaumes *taïfas*.

Cependant, informé de la mort de son héritier, Youssef ben Tachfine doit retourner prématurément au Maghreb, évitant à la Castille la perte de territoire, malgré la destruction d'une partie de son armée. Il ne laissait à Al Mutamid ibn Abbad que 3 000 soldats sévillans. Les chrétiens reprirent alors l'offensive vers Murcie et Almeria, et Al Mutamid ibn Abbad prit le parti de se rendre en personne auprès d'Youssef ben Tachfine pour implorer une nouvelle intervention des Almoravides. Youssef ben Tachfine rendit inutilisable la puissante base militaire d'Alédo (au Sud-Ouest de Murcie), contre laquelle les *taïfas* avaient échoué, et rétablit la situation.

Plus de la moitié de l'armée castillane a été perdue. Une source affirme que seuls 500 cavaliers sont revenus en Castille, bien que d'autres ne soutiennent pas ce chiffre bas, il semble donc que la plupart de la noblesse ait survécu. Parmi les morts figuraient les comtes Rodrigo Muñoz et Vela Ovequez. Le roi Alphonse VI a subi une blessure à une jambe qui l'a fait boiter pour le reste de sa vie.

Les pertes sont également lourdes du côté almoravide, en particulier pour les armées dirigées par Dawud ibn Aysa, dont le camp est saccagé dans les premières heures de la bataille. L'émir sévillan Al Mutamid ibn Abbad avait été blessé lors du premier affrontement, mais son exemple personnel de bravoure a rallié les forces d'al-Andalus dans les moments difficiles de la charge castillane initiale dirigée par Alvar Fanez. Parmi les personnes tuées figurait un imam très populaire de Cordoue, Abu-l-Abbas Ahmad ibn Rumayla, et des membres de la famille d'Ibn Khaldun sont également connus pour avoir été tués dans la bataille.

La bataille était une victoire décisive pour les Almoravides mais leurs pertes signifiaient qu'il n'était pas possible de la poursuivre bien que Youssef ben Tachfine ait dû retourner prématurément en Afrique en raison de la mort de son héritier. La Castille n'a subi presque aucune perte de territoire et a pu conserver la ville de Tolède, occupée l'année précédente. Cependant, l'avancée chrétienne a été stoppée pendant plusieurs générations alors que les deux camps se regroupaient.

### **23 octobre 1295 : création de l'alliance militaire, diplomatique et commerciale entre la France et l'Écosse (AULD ALLIANCE)**

**La Vieille Alliance, souvent désignée en français comme en anglais par son nom en scots, *Auld Alliance* (ou *Ald Allyance* ; en gaélique écossais : *An Seann-Chaidreachas*), est une alliance nouée entre les royaumes de France, d'Écosse mais également de Norvège contre l'Angleterre. Bien que le traité d'Édimbourg de 1560 ait mis fin de fait à la plupart de ses dispositions, l'alliance et ses prolongements ont marqué les relations franco-écossaises de 1295 jusqu'à l'époque contemporaine.**

**Cependant, certains points du traité d'Édimbourg de 1543 restent en vigueur. Entre autres, les Écossais résidant en France et les Français résidant en Écosse disposent**

**sans recours de la double nationalité jusqu'à la révocation de cette clause par le gouvernement français en 1903.**

\*\*\*

L'*Auld Alliance* est une alliance entre le royaume de France et les royaumes d'Écosse et de Norvège aux dépens de leur ennemi commun, le royaume d'Angleterre. S'il est possible d'en faire remonter l'origine à 1165, lorsque Guillaume le Lion adresse une ambassade à Louis VII *le Jeune*, sa première trace écrite est le traité signé à Paris le 23 octobre 1295 entre les représentants de Jean Baliol et Philippe le Bel. Ratifié le 23 février 1296, et confirmé le 26 février 1296 par le parlement écossais, ce traité prévoit que si l'une des parties subissait une attaque de l'Angleterre, l'autre envahirait le territoire de cette dernière.

En avril 1326, Robert Bruce renouvelle l'alliance par le traité de Corbeil. Aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, le traité sera invoqué à six reprises.

En 1336, au début de la guerre de Cent Ans, le roi de France Philippe VI fournit une aide militaire au roi d'Écosse David II, exilé en France après avoir été déposé par Édouard III.

En 1346, l'Écosse envahit l'Angleterre pour défendre les intérêts de la France. L'armée écossaise est cependant vaincue et David II fait prisonnier à la bataille de Neville's Cross.

En 1385, une flotte française de 180 navires arrive en Écosse sous les ordres de Jean de Vienne. Elle débarque des troupes près d'Édimbourg pour attaquer l'Angleterre. Mais la coordination avec les Écossais n'est pas facile, troupes et navires végètent. L'expédition est finalement un échec et les Français doivent repartir sans avoir rien pu faire d'important.

En 1421, lors de la bataille de Baugé, les forces franco-écossaises infligent une sévère défaite aux Anglais et les Français récompensent gracieusement les Écossais. Toutefois cette victoire est de courte durée car à la bataille de Verneuil en 1424, les troupes écossaises sont anéanties. Malgré cette défaite, l'action des Écossais apporte un soutien et un renfort précieux aux troupes du roi de France. C'est à la même époque (en 1422) qu'un corps écossais est constitué pour défendre la personne du roi de France, dont la garde personnelle restera longtemps exclusivement une garde écossaise. En 1429, des Écossais assistent Jeanne d'Arc pour lever le siège d'Orléans.



En 1513, la bataille de Flodden Field, qui oppose l'Écosse à l'Angleterre, est une nouvelle occasion d'appliquer les dispositions du traité de 1295. En 1543, cette alliance est reconduite comprenant la promesse de mariage entre Marie 1<sup>re</sup> d'Écosse et le futur roi de France, François II ainsi que la protection de l'Écosse par la France. Cette reconduction de l'Alliance est à l'origine, en représailles, des guerres sporadiques et sanglantes de l'Angleterre contre l'Écosse menées par Henri VIII puis par le Lord Protecteur Edouard Seymour, appelées le « *Rough Wooing* ». En 1558, le mariage promis sera effectif.

Politiquement et militairement, l'alliance prend fin en 1560, année de la mort de la régente Marie de Lorraine, membre de la famille des Guise, et du revirement politique des Grands d'Écosse passés à la Réforme, eux-mêmes soutenus par l'Angleterre. Le 6 juillet 1560, le traité d'Édimbourg met officiellement un terme à l'essentiel des dispositions de l'alliance, après presque 265 ans. Ce Traité d'Édimbourg impose l'évacuation de toutes les troupes étrangères du territoire écossais. C'est en fait de la Vieille Alliance, conclue pour la première fois en 1295 entre Jean Balliol et Philippe le Bel. L'Écosse devenue protestante s'allie désormais avec l'Angleterre, également protestante. En 1562, elle envoie 200 soldats en Normandie pour aider les Huguenots dans leur lutte face au pouvoir royal catholique. Cependant, par bien des

aspects, cette alliance a perduré sous des formes plus officieuses et informelles. D'aucuns affirment qu'elle n'a jamais été véritablement formellement rompue et des événements historiques plus contemporains en attestent.

Bien qu'elle soit avant tout militaire et diplomatique, l'alliance a une portée plus large, dont certains aspects ont pu se prolonger au-delà de 1560. C'est notamment le cas des lettres de naturalité octroyées dans chacun des deux royaumes à des sujets de l'autre. Ainsi en septembre 1513, après la bataille de Floden, Louis XII accorde la nationalité française aux archers écossais de sa garde. En 1558, la régente Marie de Guise accorde la réciproque, de façon élargie, aux Français établis en Écosse. Ces dispositions sont confirmées du côté français par Henri II, en juin de la même année. Elles seront renouvelées par Louis XIV le 19 septembre 1646.

Au titre de l'alliance ou comme mercenaires, de nombreux Écossais sont entrés au service de la France et beaucoup s'y sont installés. Certains continuent de se considérer comme Écossais, d'autres s'intègrent, comme les Stuart de Darnley devenus seigneurs d'Aubigny, petite ville du Nord du Berry qui restera « écossaise » jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle. Autre exemple : également au cours de la guerre de Cent Ans, Thomas de Huston, un chevalier écossais originaire de la région de Girvan, vient combattre les Anglais en France dans le cadre de l'*Auld Alliance*. Pour avoir été le premier avec Arthur de Richemont à entrer dans la ville de Meaux à l'issue du siège mené contre les Anglais du 20 juillet au 10 août 1439, il reçoit en récompense du roi Charles VII la châtelainie de Gournay (Louis XI la lui échangea le 12 ou 13 juin 1466 contre le domaine de Torcy, afin de donner Gournay au comte de Dammartin). Il y demeure jusqu'à sa mort en 1472. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, après l'acte d'Union de 1707 des royaumes d'Angleterre et d'Écosse, certains Jacobites, partisans des Stuarts défaits à la bataille de Culloden (1746), trouvent refuge en France au nom de l'*Auld Alliance*, en particulier à Saint-Germain-en-Laye et à Sancerre.

En Écosse, l'alliance influe sur la vie quotidienne dans différents domaines : l'architecture, le droit, la langue et la cuisine. Les Écossais ont pris goût aux meilleurs vins français. Le Bordeaux est alors, devant le whisky, la « *boisson nationale* » de l'Écosse et la Réforme ne suffit pas à modifier cet état de fait. Ainsi, en 1620, le port écossais de Leith importe un million de litres de claret, soit un litre par habitant.

L'alliance est un sujet présent de longue date dans la littérature des deux pays. Autour de 1360, le chroniqueur écossais Jean de Fordun la rattache au mythique roi Achaius, dont il fait commencer le règne en 787 : il le dépeint comme le premier à conclure une alliance avec les Francs, échangeant une ambassade avec Charlemagne pour la confirmer. En 1428, le poète français Alain Chartier déclare que « *l'Auld Alliance n'a pas été écrite sur un parchemin de peau de brebis mais gravée sur la peau d'homme, tracée non par l'encre mais par le sang* ».

Par le « *Statute Law Revision (Scotland) Act* » du 4 août 1906, le parlement britannique abroge la lettre de naturalité de novembre 1558 en faveur des sujets français résidant en Écosse. Relevant que cette date, après l'établissement en 1904 de l'Entente cordiale, marque pour certains la véritable fin de l'*Auld Alliance*, l'historienne britannique Siobhan Talbott souligne qu'on ne trouve cependant aucun texte, du côté français, abrogeant explicitement les dispositions symétriques. Elle en conclut qu'elles sont restées théoriquement applicables aux

résidents écossais en France, du moins à ceux nés avant 1906.

La position officielle française, exprimée en 2001 par la voie du ministre des Affaires européennes Hubert Védrine, ne laisse pas place à cette théorie : elle affirme en substance que ces textes ne sont plus valides parce que l'union des royaumes d'Écosse et d'Angleterre au XVII<sup>e</sup> siècle, en faisant disparaître la nationalité écossaise au profit de la nationalité britannique, les a privés d'effet. La loi britannique de 1906 n'a fait que prendre acte de cette situation. De plus, les lettres de naturalité devaient être renouvelées à chaque changement de chef d'État en France : or elles ne l'ont plus été après Louis XIV. Enfin, quand bien même elles seraient restées valides sous l'Ancien Régime, l'entrée en vigueur du premier livre du code civil, promulgué le 18 mars 1803, aurait suffi à leur faire perdre force de loi.

Cependant, concernant l'alliance elle-même, l'absence d'abrogation explicite — de ses recherches, Siobhan Talbott conclut en 2011 qu'elle n'a jamais été formellement rompue —, la poursuite de relations économiques privilégiées au-delà de l'acte d'Union de 1707 et la vitalité du sentiment national écossais jusqu'à nos jours alimentent l'idée d'une permanence qui en ferait l'alliance la plus longue de l'histoire.

**En 1942, le général de Gaulle qualifie l'alliance franco-écossaise de « *plus vieille alliance du monde* ». Il s'en justifie pour autoriser des parachutistes français à être réunis à une unité britannique (les SAS), car dirigée par un Écossais (David Stirling).**



**23 octobre 1641 : début de la rébellion irlandaise.**

**La Rébellion irlandaise de 1641 débuta comme une tentative de coup d'État, menée par la petite noblesse irlandaise catholique, qui dégénéra ensuite rapidement en une violence intercommunautaire sanglante entre les Irlandais catholiques de souche d'une part, et les colons protestants anglais et écossais d'autre part, constituant un des épisodes des guerres confédérées irlandaises, appartenant elles-mêmes aux guerres des Trois Royaumes.**

Le soulèvement trouva sa source dans la crainte des catholiques d'une invasion imminente de l'Irlande par les forces anticatholiques du Parlement anglais et les *Covenanters* écossais. À son tour, l'association des rebelles et de Charles 1<sup>er</sup> fut une des raisons du déclenchement de la Guerre civile anglaise. La rébellion irlandaise éclata en octobre 1641, et fut suivie pendant plusieurs mois de violents désordres jusqu'à ce que la noblesse et le clergé irlandais formassent la Confédération irlandaise à l'été 1642. La Confédération devint de fait le gouvernement de l'Irlande, s'alignant assez librement sur les Royalistes pendant les guerres des Trois Royaumes. La guerre qui en découla se poursuivit en Irlande jusque dans les années 1650, lorsque la *New Model Army* d'Oliver Cromwell battit de façon décisive les confédérés et les royalistes, reconquérant l'ensemble du pays.

\*\*\*

La cause première de la rébellion de 1641 vint de l'échec de l'État anglais en Irlande d'intégrer l'élite irlandaise autochtone lors de la reconquête du pays par les Tudor. La population irlandaise pré-élisabéthaine était traditionnellement divisée en « Vieux Irlandais » (d'origine gaélique) et en « Vieux Anglais », descendants des colons normands médiévaux. Ces deux groupes étaient historiquement antagonistes, les Anglais ayant colonisé des régions comme le Pale autour de Dublin, le sud du Wexford et d'autres villes qu'ils fortifièrent contre la population rurale gaélique.

Pourtant, au XVII<sup>e</sup> siècle, la division culturelle entre ces deux groupes, spécialement parmi l'élite, s'estompait. Par exemple, la plupart des seigneurs anglais non seulement parlaient le gaélique irlandais, mais aussi soutenaient massivement la poésie et la musique irlandaises, *Hiberniores Hibernis ipsis* (plus irlandais que les Irlandais eux-mêmes). Les mariages mixtes étaient également communs. Mais, après la reconquête élisabéthaine, les autochtones se différencièrent des nouveaux colons britanniques par leur religion, les premiers étant catholiques romains, et les seconds protestants, tout comme le gouvernement établi par les Anglais. Durant les décennies qui séparèrent la fin des guerres élisabéthaines en 1603 du déclenchement de la rébellion en 1641, les Irlandais catholiques se sentirent de plus en plus menacés et discriminés par le gouvernement anglais de l'Irlande.

La conquête anglaise de l'Irlande au XVI<sup>e</sup> siècle et au début du XVII<sup>e</sup> siècle fut marquée par des plantations à grande échelle, principalement en Ulster et dans le Munster. Elles donnèrent lieu à des expropriations massives des propriétaires irlandais, généralement comme punition pour rébellion, et à l'attribution de ces terres à des colons venant d'Angleterre ou d'Écosse. Les règles de la Plantation, principalement en Ulster, étaient très dures pour la population indigène, qui ne pouvait ni posséder, ni louer de terres dans les zones plantées, ni même travailler sur les terres des colons. La conséquence de cette politique fut la disparition de clans irlandais autrefois puissants, comme les O'Neill et les O'Donnell, épisode culminant lors de la

Fuite des comtes en 1607. Beaucoup des exilés, notamment Owen Roe O'Neill, prirent du service en tant que mercenaires dans les armées catholiques d'Espagne et de France. Ils formèrent une communauté irlandaise émigrée farouchement hostile à l'État britannique protestant d'Irlande. Une autre conséquence fut le développement de rancunes entre les autochtones et les colons, à tous les niveaux de la société, qui allaient exploser en violence en 1641.

Pourtant, la noblesse et la haute bourgeoisie irlandaises n'étaient pas, dans leur majorité, hostiles à l'idée de la souveraineté du roi d'Angleterre sur l'Irlande, mais ils désiraient être des sujets à part entière de cette monarchie triple, et ils voulaient également conserver leur rôle prééminent dans la société irlandaise. Mais ceci ne pouvait se réaliser pour deux raisons : tout d'abord leur dissidence religieuse, et, en second lieu, la menace que représentait pour eux l'extension des Plantations. Le Protestantisme était la religion officielle des trois royaumes d'Irlande, d'Angleterre et d'Écosse. L'absence aux services religieux protestants était passible d'amendes, et la pratique publique d'une autre religion valait une arrestation. Les Catholiques ne pouvaient servir ni l'État, ni l'armée. Le Conseil privé d'Irlande était dominé par des Anglais protestants.

Les élections au Parlement d'Irlande furent organisées dans les années 1610 de façon à donner une majorité aux Protestants. De plus, le Parlement irlandais était assujéti au Parlement anglais par un décret du XV<sup>e</sup> siècle, appelé *Poyning's Law*. Le gouvernement d'Irlande, dominé par les Protestants, et donc par les colons, essaya de confisquer davantage de terres appartenant aux propriétaires autochtones, soit en mettant en doute leurs titres de propriété médiévaux, soit comme châtiment pour leurs absences aux offices religieux protestants. Les Irlandais catholiques réagirent en faisant appel directement au roi, tout d'abord à Jacques 1<sup>er</sup>, puis à Charles 1<sup>er</sup>, arguant de leurs pleins droits de sujets et de la tolérance religieuse.

En plusieurs occasions, les monarques anglais parurent aboutir à un accord avec eux, accédant à leurs demandes en échange de taxes accrues. Aussi, les Irlandais catholiques furent dépités lorsque, après avoir payé les taxes demandées, le roi remit à plus tard la réalisation de leurs demandes.

Qui plus est, à la fin des années 1630, Thomas Wentworth, représentant de Charles 1<sup>er</sup> en Irlande, se proposa d'étendre les confiscations des terres autochtones, pour procurer des financements supplémentaires au roi et s'enrichir au passage. Ces confiscations provoquèrent la colère des catholiques mais aussi des protestants, qui craignaient des représailles. Il est probable que tout cela aurait fini par provoquer une résistance armée de la part des Irlandais catholiques, mais la déstabilisation du pouvoir politique anglais hâta cette rébellion.

En 1640, l'Écosse se révolta contre la politique religieuse de Charles 1<sup>er</sup>, la trouvant trop proche du Catholicisme. La tentative du roi de réprimer militairement la Guerre des évêques échoua lorsque le Parlement anglais, qui avait des préoccupations religieuses identiques à celles des Écossais, refusa de voter de nouvelles taxes afin de lever une armée. C'est pourquoi Charles négocia avec les Irlandais catholiques le recrutement d'une armée irlandaise pour mettre fin à la rébellion en Écosse, avec la promesse de répondre aux vieilles demandes des Irlandais

catholiques. Les Écossais et le Long Parlement virent là une confirmation que Charles était un tyran, qui désirait imposer le catholicisme à ses royaumes, et gouverner sans consulter son Parlement. Au début de 1641, les Écossais et le Parlement anglais suggérèrent publiquement d'envahir l'Irlande et d'étouffer le catholicisme une fois pour toutes. Effrayé par cette menace, un petit groupe de conspirateurs irlandais catholiques conçut un plan pour s'emparer au nom du roi de Dublin et d'autres villes importantes du pays, à la fois pour contrer l'invasion, et pour forcer le roi à céder aux demandes des Catholiques.

L'économie contribua aussi à faire glisser l'Irlande dans la rébellion. L'économie irlandaise avait subi une récession, et les récoltes de 1641 étaient mauvaises. Des conspirateurs tels que Felim O'Neill et Rory O'Moore étaient lourdement endettés, et risquaient de perdre leurs terres au profit de leurs créanciers. De plus, la paysannerie irlandaise devait supporter une mauvaise récolte et un accroissement des loyers. Cette situation aggrava leurs vieux ressentiments à l'égard des colons britanniques, et contribua aux pillages et aux meurtres généralisés qui suivirent la rébellion.

Les conspirateurs étaient un petit groupe de propriétaires irlandais, principalement gaéliques originaires de l'Ulster, province fortement plantée. Hugh MacMahon et Conor Maguire devaient s'emparer du Château de Dublin, tandis que Felim O'Neill et Rory O'Moore devaient prendre Derry et d'autres villes du nord. Ce plan, prévu pour le 23 octobre 1641, devait utiliser la surprise plutôt que la force armée pour atteindre ses objectifs, puis les conspirateurs formuleraient leurs demandes, espérant alors le soutien du reste du pays. Malheureusement, cette tentative de prise de pouvoir sans effusion de sang échoua, car les autorités de Dublin eurent vent du complot grâce à un informateur (un Protestant converti du nom de Owen O'Connolly), et Maguire et MacMahon furent arrêtés. Pendant ce temps, O'Neill s'empara avec succès de plusieurs forts dans le nord du pays, déclarant agir au nom du roi. Très rapidement, la violence s'étendit, hors du contrôle de ceux qui en étaient à l'origine. Les autorités anglaises de Dublin réagirent de façon excessive à cette rébellion, croyant qu'il s'agissait d'un soulèvement général des Catholiques dans le but de massacrer la population britannique protestante. Leur réaction fut d'envoyer des commandants militaires, tels que Sir Charles Coote et William St Leger (eux-mêmes colons protestants) pour maîtriser l'ensemble de la population, ce qu'ils firent en assaillant la population civile. Pendant ce temps, en Ulster, la disparition de l'autorité de l'état provoqua l'attaque généralisée par la population irlandaise autochtone des colons anglais et écossais. Felim O'Neill et d'autres chefs des insurgés essayèrent au début de faire cesser l'attaque des Protestants, mais ils furent incapables de contrôler la paysannerie locale, aiguillonnée par une haine d'origine religieuse et ethnique et par des décennies de subordination sociale et économique au profit des colons. Cette violence communautaire s'étendit en quelques mois à l'ensemble du pays. Beaucoup de seigneurs irlandais, qui avaient perdu leurs terres ou qui craignaient une expropriation, se joignirent à la rébellion et participèrent à l'attaque des colons.

De 1641 au début de 1642, les combats en Irlande étaient menés par de petites bandes, levées par des seigneurs locaux ou par la population locale, attaquant des civils appartenant à l'ethnie et à la religion opposées. Au début, les classes supérieures étaient réticentes à se joindre à la rébellion, en particulier les « Vieux Anglais ». Pourtant, en six mois, presque tous les nobles avaient franchi le pas. Trois raisons expliquent cette démarche.

Tout d'abord, les seigneurs locaux et les propriétaires terriens levèrent des groupes armés pour juguler la violence qui envahissait le pays, craignant qu'après le départ des colons la paysannerie irlandaise ne se retournât contre eux. En second lieu, le Parlement anglais et le gouvernement d'Irlande avaient bien précisé qu'ils tenaient tous les Irlandais catholiques pour responsables de la rébellion et du meurtre des Protestants, et que tous seraient châtiés en conséquence. Enfin, il sembla que les rebelles seraient victorieux après qu'ils eurent battus une armée gouvernementale à la bataille de Julianstown. Cet espoir fut bientôt détruit lorsque les rebelles échouèrent devant Drogheda. Mais, à ce moment-là les seigneurs du Pale s'étaient déjà engagés dans la rébellion.

Au début de 1642, les forces rebelles étaient principalement concentrées en quatre points : en Ulster, sous le commandement de Felim O'Neill, dans le Pale autour de Dublin, commandées par le vicomte Gormanstown, dans le sud-est sous les ordres de la famille Butler, en particulier par Lord Mountgarret, et enfin dans le sud-ouest, menées par Donagh MacCarthy, vicomte de Muskerry. Dans les régions où les colons britanniques étaient concentrés, comme autour de Cork, de Dublin, de Carrickfergus ou de Derry, ils levèrent des milices d'autodéfense, qui parvinrent à maintenir à distance les troupes rebelles.

Charles 1<sup>er</sup> était initialement hostile aux rebelles, et il envoya une importante armée à Dublin pour réprimer l'insurrection. Le Parlement écossais fit de même, envoyant une armée en Ulster pour défendre ses compatriotes. Toutefois le déclenchement de la guerre civile empêcha une rapide défaite des rebelles. Entre autres raisons, le Parlement anglais ne faisait pas confiance à Charles aux commandes d'une armée, destinée à combattre en Irlande, craignant qu'elle ne fût ensuite utilisée contre lui. À cause de la guerre civile en Angleterre, les troupes anglaises furent retirées d'Irlande, et la situation militaire n'évolua plus.

Ceci donna du répit aux Irlandais catholiques, leur permettant de créer la Confédération irlandaise, qui allait gérer l'effort de guerre irlandais. Cette initiative revint au clergé catholique et à de grands propriétaires fonciers, comme le vicomte de Gormanstown et Lord Mountgarret. À l'été 1642, la rébellion proprement dite était terminée. Elle céda la place à une guerre conventionnelle entre les Irlandais catholiques, qui contrôlaient les deux tiers du pays, et les Britanniques qui tenaient des enclaves en Ulster, à Dublin, et autour de Cork dans le Munster. La Confédération irlandaise se rangea du côté des Royalistes avec la promesse de l'autogouvernance, et des pleins droits civiques pour les Catholiques après la guerre. Elle fut finalement écrasée par les armées du Parlement anglais entre 1649 et 1653 lors de la reconquête cromwellienne de l'Irlande, et la possession des terres passa presque exclusivement aux mains des Protestants.

### 23 octobre 1642 : bataille d'Edgehill (Angleterre).

La **bataille de Edgehill** est la première bataille rangée de la Première guerre civile anglaise. Elle a lieu près de Kineton dans le Warwickshire, le 23 octobre 1642. Son issue est indécise et ne permet pas aux royalistes de prendre Londres et ainsi de s'assurer une victoire rapide sur les parlementaires. Avec cette bataille commencent trois ans de guerre civile.

## 23 octobre 1702 : bataille navale de Vigo.

**La bataille navale de la baie de Vigo, parfois appelée bataille de Rande, eut lieu le 23 octobre 1702 (nouveau style) ou le 12 octobre (selon le calendrier julien encore utilisé en Angleterre à cette date) dans la baie de Vigo, au large des côtes de la Galice en Espagne. Elle mit aux prises une flotte anglo-néerlandaise dirigée par l'amiral George Rooke, secondé par les amiraux néerlandais Philips van Almonde et Philips van der Goes, avec la Flotte des Indes, un convoi franco-espagnol commandé par les amiraux François Louis Rousselet de Châteaurenault et Manuel de Velasco.**

\*\*\*

Rooke avait été envoyé en mission avec une flotte anglo-néerlandaise de 49 navires pour s'emparer du port de Cadix, mais le 29 septembre 1702, tenu en échec, il se décide à retourner en Angleterre et fait relâche à Lagos (Portugal). Là, il apprend qu'un convoi espagnol, chargé de ramener en une fois toute la production des colonies américaines de l'année précédente, a quitté La Havane le 24 juillet mais, alerté du raid anglais, avait reçu ordre de détourner sa route de Cadix vers Vigo, qu'il avait atteint le 23 septembre.

Décidé à rendre un peu de lustre à sa mission, Rooke fait voile immédiatement vers Vigo, où il tombe sur une escadre de 40 vaisseaux français et espagnols en train de décharger le fret. La flotte espagnole est composée de 20 vaisseaux ramenant leurs riches cargaisons des indes occidentales espagnoles commandée par Velasco, et de son escorte de 20 navires de la Marine royale française.

Chateaurenault avait déjà organisé la protection du port en refermant la darse par des herses de mâts de navire qu'il avait donné l'ordre d'abattre ; l'entrée du port était couverte par des pièces d'artillerie en batterie depuis les forts de la ville et de l'île de San Simón, non loin de Redondela.

Pourtant, le 23 octobre, Rooke donna l'ordre d'attaquer, chargeant l'amiral Thomas Hopson, commandant le HMS *Torbay*, de forcer le barrage de mâts entassés et de faire débarquer le corps expéditionnaire du duc d'Ormonde afin qu'il s'empare des redoutes. Hopson s'étant porté à pleines voiles sur l'estacade et l'ayant rompue du premier choc, toute la flotte pénètre dans le port.

L'affrontement se déroule dans l'anse de l'île de San Simón, non loin de Redondela où les Franco-Espagnols se sont abrités, pensant ainsi pouvoir se garder de toute tentative d'attaque de la part des Anglais.

L'assaut est un succès total pour l'amiral Rooke. Après un combat vivement disputé, les Espagnols et les Français se voient contraints de saborder ou mettre le feu à la plus grande partie de leurs bâtiments pour empêcher qu'ils ne tombent au pouvoir des Anglais, qui s'emparent néanmoins de 10 vaisseaux de guerre et de 11 galions ; douze des vaisseaux français sont détruits. Les Anglo-Néerlandais s'emparent du reste de l'escadre : six vaisseaux

et deux frégates). De la flotte espagnole, onze navires sont détruits et neuf sont capturés.

Les trésors de l'Amérique ont été sauvés grâce à l'action du chevalier Renau, mais le principal résultat de cette expédition reste le tort irréparable qu'éprouve la marine des Bourbon ; la domination des mers passe aux Anglais pour tout le cours de la guerre.

La flotte anglo-néerlandaise n'a perdu aucun bâtiment ; en revanche, le combat a fait de nombreuses victimes de part et d'autre : on estime qu'il y a 2 000 morts et autant de blessés du côté franco-espagnol, et 800 morts et 500 blessés du côté Anglo-néerlandais. Les vainqueurs récupèrent 14 000 livres de butin (près de 3 millions de livres avaient déjà été déchargés par les Espagnols avant l'assaut). Les deux chambres d'Angleterre votent des remerciements aux généraux vainqueurs. En reconnaissance des services rendus, le duc d'Ormond James Butler est nommé lord lieutenant (vice-roi) d'Irlande, et Rooke est nommé gouverneur de Gibraltar (1704).



**23 octobre 1864 : bataille de Westport (guerre de Sécession - États-Unis).**

La **bataille de Westport**, parfois appelée le « **Gettysburg de l'Ouest** », s'est déroulée le 23 octobre 1864, dans l'actuelle Kansas City, au Missouri, au cours de la guerre de Sécession. Les forces de l'Union sous le commandement du major général Samuel R. Curtis obtiennent une victoire décisive sur une force en infériorité numérique confédérée commandée par le major général Sterling Price.

Cet engagement est le point d'orgue de l'expédition de Price dans le Missouri, forçant son armée à la retraite. La bataille termine la dernière offensive confédérée à l'ouest du fleuve Mississippi, et pendant le reste de la guerre, l'armée des États-Unis conserve un contrôle solide sur la plupart du Missouri. Cette bataille est l'une des plus importantes livrée à l'ouest du fleuve Mississippi, avec plus de 30 000 hommes engagés.

La bataille de Westport est l'une des plus grandes batailles à l'ouest du Mississippi, avec plus de 30 000 soldats impliqués et environ 1 500 victimes de chaque côté. La victoire de l'Union met fin à la campagne de Price dans le Missouri, et la bataille est dénommée « le Gettysburg de l'ouest ». Curtis écrit à Henry W. Halleck après la bataille que « *la victoire à Westport était la plus décisive* ». La victoire de l'Union assure son contrôle sur cet État limitrophe fortement contesté, le pérennisant jusqu'à la fin de la guerre.

Ne parvenant à capturer ni Price, ni les restes en lambeaux de son armée, les forces fédérales ont réussi à rendre l'armée du Missouri incapable de toutes opérations ultérieures significatives, mettant un terme aux grandes opérations à l'Ouest du Mississippi.

Plusieurs participants de la bataille acquièrent plus tard une renommée nationale par d'autres moyens, dont beaucoup dans le vieil ouest américain. **Buffalo Bill Cody** a servi comme soldat dans le 7<sup>th</sup> *Kansas Cavalry* (« *Jayhawkers de Jennison* »). **Wild Bill Hickock** a servi d'éclaireur pour le général Curtis. **Frederick Benteen**, qui a assumé le commandement d'une brigade à Byram's Ford, combatta ensuite avec George Custer à la bataille de Little Bighorn. L'homme de la montagne **John « Liver Eating » Johnson** (connu sous le nom de **Jeremiah Johnson**) s'est enrôlé dans l'*U.S. Navy* avant la guerre et le 24 février 1864, il a rejoint la compagnie A, 3<sup>rd</sup> *Regiment, Colorado Cavalry Volunteer* du « *dépôt de Saint-Louis* ». Avec ce régiment, il se bat pour l'Union lors de la bataille de Westport.

Trois officiers de l'Union à Westport deviendront plus tard gouverneurs d'un État après-guerre : Samuel J. Crawford devient gouverneur du Kansas, tandis que John Lourie Beveridge devient gouverneur de l'Illinois. Thomas Theodore Crittenden devient gouverneur du Missouri et est enterré plus tard au cimetière de Forest Hill, lieu de combat pendant la retraite de Westport de Price. Les sénateurs Jim Lane et Samuel C. Pomeroy servent dans l'état-major de Curtis alors que les futurs sénateurs américains Preston B. Plumb et Edmund G. Ross servent en tant qu'officiers fédéraux.

L'ancien lieutenant-gouverneur Thomas C. Reynolds a rejoint l'état-major du général Price, dans l'espoir que l'armée de Price pourrait capturer Jefferson City et l'installer comme gouverneur d'un régime confédéré dans le Missouri. Price a servi avant-guerre comme gouverneur du Missouri, tandis que Marmaduke servira plus tard après-guerre comme gouverneur du Missouri.

**23 octobre 1911 : premier vol de reconnaissance de l'histoire par l'aviateur italien Carlo Maria Piazza (guerre italo-turque).**

Carlo Piazza est né en mars 1871. Il obtient sa licence de pilote le 30 juin 1911 avant d'être intégré à l'armée de l'air peu de temps après. Le 28 septembre 1911, le lieutenant-colonel Vittorio Cordero di Montezemolo envoie en Libye une force aérienne pour défendre les intérêts italiens, juste avant le début de la guerre italo-turque. Le capitaine Carlo Piazza, alors membre du 8<sup>e</sup> régiment d'artillerie de campagne, débarque donc à Tripoli avec 4 autres pilotes, à savoir le capitaine Riccardo Moizo, le lieutenant Leopoldo De Rada et les sous-lieutenants Ugo De Ross et Giulio Gavotti. L'escadrille se compose de 9 avions : 2 Blériot XI, 3 monoplans Nieuport, 2 biplans Farman et 2 monoplans Etric Taube. Elle est déclarée opérationnelle le 21 octobre 1911, l'invasion italienne ayant empêché un déploiement plus rapide. Le 22 octobre, les premiers vols ont lieu.

**Le lendemain, soit le 23 octobre 1911, Carlo s'envole à 06 h 19 pour un vol d'une heure. Il survole plusieurs positions turques. Il s'agit du premier vol de reconnaissance en avion de l'histoire.** Carlo Piazza ne réalise pas le premier bombardement par avion de l'histoire : c'est le sous-lieutenant Gavotti qui effectue cette mission. Au mois de mars 1912, Carlo effectue la première reconnaissance photographique de l'histoire.

Lors de son retour en Italie, il écrit une lettre de félicitations à Rosine Ferrario, première femme italienne à obtenir sa licence de pilote, où il lui déclare qu'il préfère la connaître comme mère que comme aviatrice. Cela engendre de vives critiques et relance des débats autour de l'émancipation dans la société italienne de l'époque<sup>1</sup>.

Engagé durant la Première Guerre mondiale, il tombe malade sur le front et décède à Milan le 24 juin 1917.



**23 octobre 1911 : naissance d'Albert Littolff, compagnon de la Libération.**



Albert Littolff est né le 23 octobre 1911 à Cornimont (Vosges). Son père est ingénieur et directeur de filatures et tissages. Il est le second des huit enfants de la famille.

Orphelin très tôt, il arrête ses études pour élever ses frères et sœurs.

Passionné d'aviation, il obtient une bourse de pilotage pour entrer, en 1931, à l'Ecole Henriot à Châlon-sur-Saône ; engagé volontaire, il décroche son brevet de pilote et est affecté au 32<sup>e</sup> Régiment d'Aviation à Dijon.

Pilote chevronné, il est affecté en 1936 à la 7<sup>e</sup> Escadre de Dijon avec le grade de sergent-chef et est admis, en raison de ses qualités exceptionnelles de pilote, dans un groupe de présentation qui se produit à travers la France et l'Europe.

En février 1939 il est affecté en Tunisie puis de nouveau à Dijon en octobre, au Groupe de Chasse III/7.

Il abat son premier appareil ennemi le 12 mai 1940 et s'illustre ensuite pendant la campagne de France où, en tant qu'adjudant-pilote, il remporte sept victoires aériennes. Il est alors titulaire de la Médaille militaire et de la Croix de Guerre avec six citations.

Replié avec son groupe sur la base de Toulouse-Francazal, Albert Littolff, refusant l'armistice, décolle, le 25 juin 1940, aux commandes de son *Dewoitine 520*, comme deux de ses camarades, pour rejoindre l'Angleterre où il s'engage rapidement dans les Forces aériennes françaises libres.

En août, il est promu sous-lieutenant puis participe, en septembre, à l'opération sur Dakar avec le groupe de combat n° 1. En octobre, il est affecté à Douala où l'inactivité va réduire le moral des pilotes.

Envoyé au Moyen-Orient, il participe avec l'Escadrille française de Chasse n°1 (EFC1) à la campagne de Libye en mai 1941 puis, de nouveau au printemps 1942, avec le Groupe de Chasse « *Alsace* », dont il commande la 2<sup>e</sup> escadrille, remportant 4 victoires en combat aérien.

Volontaire pour l'escadrille « *Normandie* » dès sa création, Albert Littolff rejoint l'URSS fin 1942, et participe en 1943 aux opérations aériennes sur le front central.

Pilote exceptionnellement doué, d'un calme et d'un sang-froid étonnants, il devient rapidement l'un des leaders de l'escadrille et acquiert très vite une grande réputation, aussi bien chez ses camarades français que chez les combattants soviétiques.

Capitaine, il participe avec son unité aux batailles de Spas-Demiansk et d'Orel au cours desquelles il abat 4 nouveaux appareils ennemis au cours d'engagements où il fait preuve d'une maîtrise qui le classe parmi les meilleurs pilotes.

Le 16 juillet 1943, chef d'une patrouille de 8 avions de chasse, il protège dans la région d'Orel un peloton de 15 bombardiers soviétiques lors d'une attaque par un grand nombre de chasseurs allemands.

Disparu au cours du combat, en même temps que son ailier, Noël Castelain, il avait alors le palmarès le plus éloquent des pilotes de l'escadrille « *Normandie* » avec plus de 2 000 heures de vol, 218 missions de guerre et 14 victoires aériennes homologuées plus 4 probables.

Son corps a été retrouvé dans l'épave de son avion en juillet 1960 et rapatrié en France en septembre de la même année.

Albert Littolff a été inhumé au carré des militaires morts pour la France dans le cimetière Saint-Pierre de Marseille.

- **Chevalier de la Légion d'Honneur**
- **[Compagnon de la Libération - décret du 23 juin 1941](#)**
- **Médaille Militaire**
- **Croix de Guerre 39-45 (10 citations)**
- **Médaille Coloniale avec agrafe « Libye »**
- **Ordre de la Guerre patriotique de première classe (URSS, oukase du 2 juillet 1943)**
- **Médaille de la Victoire (URSS)**
- **Chevalier de la Couronne d'Italie**

- **Croix de Guerre tchèque**

**23-25 octobre 1917 : bataille de la Malmaison.**

**La bataille de la Malmaison est une bataille de la Première Guerre mondiale qui se déroula du 23 octobre 1917 au 25 octobre 1917. Elle tient son nom du fort de la Malmaison, situé à côté du chemin des Dames, dans l'Aisne. Son issue sera le repli des Allemands sur la rive droite de l'Ailette.**

Ce qui la rend notable est sa préparation d'artillerie, la plus forte de toutes les batailles de la Première Guerre mondiale, d'une intensité qu'on ne reverra plus avant la bataille de Kursk en 1943 : près de 1 800 pièces d'artillerie françaises, pour 12 km de front, ont envoyé plus de 3 millions de projectiles en 3 jours.

Cette bataille est remarquable pour son utilisation des chars, stratégie que l'on doit au **général Jean Estienne**, qui a créé une arme blindée en France, ce qui lui a valu le surnom de « *Père des chars* ».



\*\*\*

La **bataille de la Malmaison** est une bataille opposant la 6<sup>e</sup> armée française commandée par le général Paul Maistre à la VII<sup>e</sup> armée allemande du général Max von Boehn.

Elle se déroule sur la partie ouest du Chemin des Dames, théâtre de l'offensive dirigée par le général Nivelle au printemps. À la suite d'une préparation d'artillerie particulièrement violente, les troupes françaises s'emparent des différentes lignes allemandes, du fort de la Malmaison. Elles atteignent les rives de l'Ailette obligeant les troupes allemandes à quitter le plateau du Chemin des Dames jusqu'à Craonne du fait de leur exposition aux nouvelles positions de

l'artillerie française.

La ligne d'attaque s'étire de Vauxaillon à l'ouest, passe par le moulin de Laffaux, la ferme de Mennejean pour s'étirer le long du Chemin des Dames jusqu'à la ferme de la Royère soit une longueur de 12 km. Les lignes allemandes sont sur les pentes d'un plateau à l'ouest où se situent de nombreux ouvrages défensifs ainsi que des creutes (carrières en picard) résistant aux obus les plus lourds. Le fort de la Malmaison se situe au centre du dispositif le long du Chemin des Dames.

**23 octobre 1919 : naissance de Guy Le Coniac de la Longrays, compagnon de la Libération.**



Guy Le Coniac de la Longrays est né le 23 octobre 1919 à Brest. Son père était officier des Troupes Coloniales.

Il passe son Baccalauréat puis prépare le concours de Saint-Cyr au moment de la déclaration de guerre en septembre 1939. Sans hésiter, il s'engage immédiatement pour la durée de la guerre.

Il est admis au cours d'officiers de Saint-Maixent d'où il sort aspirant de réserve en mai 1940.

Affecté au 12ème Régiment de Tirailleurs Sénégalais, il est fait prisonnier le 19 juin 1940. Parvenu à s'évader du camp de Rambervillers dans les Vosges, le 22 août 1940, il rejoint l'Armée d'armistice.

Embarqué pour l'Indochine le 4 mai 1941, il débarque à Saigon le 25 juillet. Dès le lendemain, il se cache sur un caboteur en partance pour Hong Kong, où il rallie la France Libre le 31 juillet.

Dirigé sur la Syrie, à Beyrouth, Guy Le Coniac de la Longrays est affecté en novembre 1941 au Bataillon de Marche n°11 avec le grade de sous-lieutenant. Il participe, dès lors, en qualité de chef de section, à toutes les campagnes de la 1ère Division Française Libre. Il combat en Libye, en Egypte, en Tripolitaine et en Tunisie.

Promu lieutenant en mars 1943, il prend part, en 1944, à la campagne d'Italie et se distingue notamment à l'attaque de Chiaia où il se lance à la tête d'une contre-attaque pour dégager des tirailleurs bloqués par le feu de l'ennemi. Malgré les pertes subies (50%), il réussit à maintenir intact le moral de sa section qui participe ensuite à toutes les opérations jusqu'au 24 mai 1944.

Il débarque avec son unité en Provence en août 1944 et prend part aux combats de libération du territoire notamment à Toulon puis à Belfort et en Alsace où, au début du mois de janvier 1945, il se distingue à nouveau ; ayant reçu l'ordre de s'installer défensivement à Sand (Bas-Rhin) avec mission de résister sur place et de s'opposer coûte que coûte au franchissement de l'Ill par les Allemands, le lieutenant Le Coniac de la Longrays résiste dans son poste avancé, dans des conditions épouvantables, du 9 au 18 janvier ; date à laquelle il est blessé par un éclat d'obus à la jambe, ne se laissant évacuer qu'après avoir pansé son camarade André Gallas grièvement blessé.

Il termine la guerre en mai 1945 dans les Alpes, au massif de l'Authion.

Ensuite, il part pour l'Indochine où, promu au grade de capitaine, il commande la 12<sup>e</sup> Compagnie du 43<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie Coloniale. En mars 1947, il est muté au Groupement Blindé du Tonkin comme commandant de compagnie.

En 1948 il suit des cours à l'Ecole d'Etat-Major d'où il sort diplômé avant d'être affecté, l'année suivante, au cabinet du général de Larminat.

De 1950 à 1953, il est en poste au Mali et commande la 2<sup>e</sup> Compagnie Saharienne Motorisée.

En 1954, Guy Le Coniac de la Longrays sert à la Délégation Française à la Communauté Européenne de Défense ; la même année, il est promu chef de bataillon.

En 1955, il sert de nouveau au cabinet du général de Larminat.

En 1956 et 1957, il commande le Bataillon du 4ème RIAOM en Centrafrique.

En 1958, au Cameroun, il participe aux opérations de maintien de l'ordre en Sanaga Maritime.

En 1959, il est en Algérie, à Colomb Béchar, en qualité de chef du 4ème Bureau (logistique) de la zone ouest saharien.

De 1961 à 1963, il est muté à la Direction du Personnel Militaire de l'Armée de Terre (DPMAT) à Paris avec le grade de lieutenant-colonel.

De 1963 à 1965, il est en poste en Allemagne et commande en second le 43ème Régiment Blindé d'Infanterie de Marine à Offenbourg. En 1965 également, il reçoit ses galons de colonel.

De 1965 à 1967, il commande le 3<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie de Marine à Vannes.

De 1967 à 1969, il est conseiller militaire près de l'ambassade de France à Dakar.

En 1969 et 1970, il suit les cours de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN) et du Centre des Hautes Etudes Militaires (CHEM). En septembre de la même année, il est nommé adjoint au général commandant la 12<sup>e</sup> DM à Versailles.

En 1971 il fait valoir ses droits à la retraite et, jusqu'en 1982, travaille comme cadre dans une entreprise privée.

Le colonel Guy le Coniac de la Longrays est décédé le 12 mars 2001 à Paris. Il a été inhumé à Saint Pierre Quiberon dans le Morbihan.

- **Commandeur de la légion d'Honneur**
- **[Compagnon de la Libération - décret du 18 janvier 1946](#)**
- **Commandeur de l'Ordre National du Mérite**
- **Croix de Guerre 39/45 (4 citations)**
- **Croix de Guerre des TOE (1 citation)**
- **Médaille de la Résistance**
- **Médaille des Evadés**
- **Médaille Coloniale avec agrafes « Libye », « Tunisie »**
- **Silver Star (USA)**
- **Officier de l'Etoile Noire (Bénin)**

### **23 octobre 1942 : début de la 2e bataille d'El Alamein (Égypte).**

**La seconde bataille d'El-Alamein est un épisode de la guerre du désert durant la Seconde Guerre mondiale. Elle se déroule du 23 octobre au 3 novembre 1942, près d'El-Alamein en Égypte, et oppose la 8<sup>e</sup> armée britannique dirigée par Bernard Montgomery au *Deutsches Afrika Korps* d'Erwin Rommel. Elle se solde par une victoire alliée décisive.**

Benoît Rondeau

# L'ÉPOPÉE DU DÉSERT (I)

## LA 8<sup>e</sup> ARMÉE BRITANNIQUE



Claude Auchinleck avait remporté à la première bataille d'El Alamein en juillet 1942. Après avoir repoussé en septembre la dernière offensive du « *Renard du désert* » à la bataille d'Alam el Halfa, son successeur Bernard Montgomery peut préparer la grande contre-offensive en vue de chasser les Germano-Italiens d'Afrique.

La seconde bataille d'El-Alamein est décisive dans la guerre du désert car elle permet aux Britanniques de repousser les Allemands qui menacent depuis plus de six mois la ville d'Alexandrie et le canal de Suez. La domination de la mer Méditerranée par la *Royal Navy*, empêchant le ravitaillement efficace du *Deutsches Afrika Korps* (DAK), et la supériorité en chars de l'armée britannique sont deux éléments décisifs qui permettent la victoire alliée. Perdant de fait l'initiative, les forces de l'Axe doivent, à la suite de la bataille, se résoudre à la défensive, où elles se révéleront moins efficaces que dans l'offensive.

Les deux batailles d'El Alamein, avec celles de Midway et de Guadalcanal sur le front asiatique, ainsi que de Stalingrad sur le front est-européen, marquent un tournant de la Seconde Guerre mondiale au profit des forces alliées.

**23 octobre 1942 : bataille d'Henderson Field (Guadalcanal - Pacifique).**

**La bataille d'Henderson Field ou bataille de Lunga Point eut lieu du 23 au 26 octobre 1942 sur et autour de l'île de Guadalcanal dans les îles Salomon entre l'armée impériale japonaise et les forces alliées pendant la Seconde Guerre mondiale.**

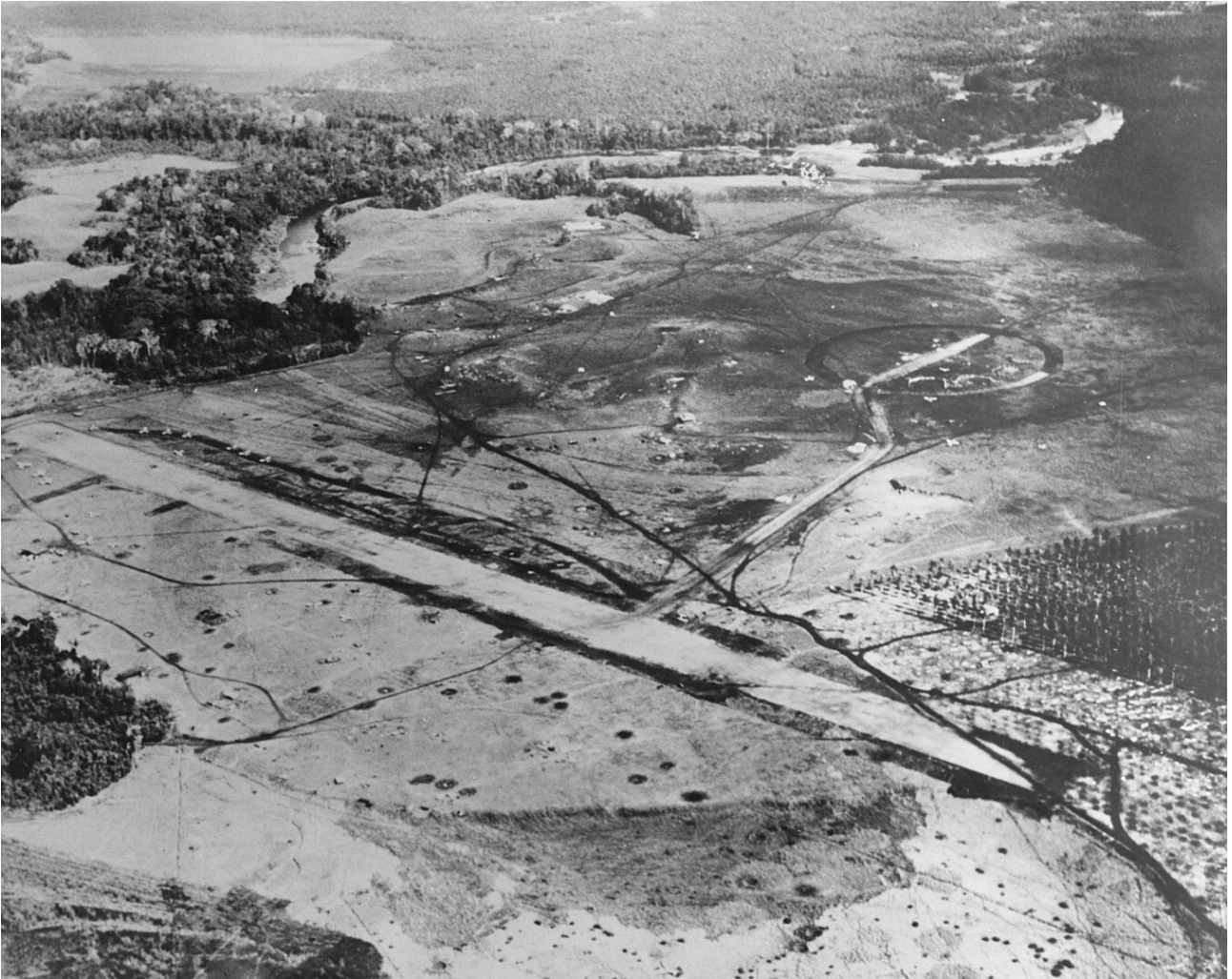
La bataille fit rage aussi bien sur terre, en mer, que dans les airs. Cette bataille était la troisième des trois grandes offensives terrestres menées par les Japonais pendant la campagne de Guadalcanal.

Durant cette bataille, le corps des *Marines* et les forces de l'armée de terre des États-Unis, sous le commandement du major-général Alexander Vandegrift, repoussèrent une attaque de la 17<sup>e</sup> armée japonaise, sous le commandement du lieutenant-général japonais Harukichi Hyakutake. Les forces américaines défendirent le périmètre de Lunga, qui comprenait la piste Henderson (aujourd'hui devenue l'aéroport international de Honiara) à Guadalcanal. Celle-ci avait été capturée auparavant par les Américains le 7 août 1942. L'armée de Hyakutake fut envoyée à Guadalcanal en réponse aux débarquements alliés, avec pour mission de reprendre l'aérodrome et de repousser les forces alliées hors de l'île.

Les soldats de Hyakutake menèrent de nombreuses attaques pendant trois jours à différents endroits autour du périmètre Lunga, elles furent toutes repoussées, et les japonais subirent de lourdes pertes. Dans le même laps de temps, l'aviation alliée utilisant la piste Henderson défendit avec succès les positions américaines contre les attaques des forces aériennes et de la marine japonaise.

La bataille fut la dernière grande offensive terrestre menée par les forces japonaises sur Guadalcanal. Une tentative d'amener des renforts échoua lors de la bataille navale de Guadalcanal en Novembre 1942, dès lors, le Japon reconnut sa défaite dans la lutte pour l'île et évacua la plupart de ses soldats restants pendant la première semaine de février 1943.

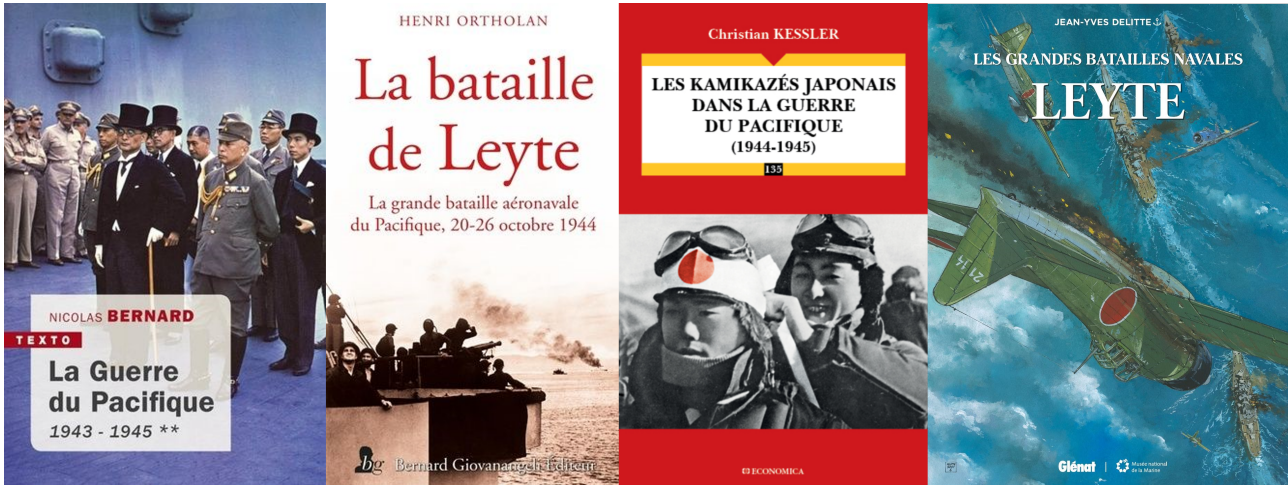
Le bilan humain est d'environ 2 500 à 3 000 japonais tués tandis que de 61 à 86 américains sont tués ainsi qu'environ 200 autres blessés.



Vue aérienne de Henderson Field en août 1942 à partir d'un avion provenant du porte-avions USS Saratoga (CV-3).

### **23-26 octobre 1944 : bataille du golfe de Leyte (guerre du Pacifique).**

**La bataille du golfe de Leyte est une opération militaire majeure de la guerre du Pacifique. Elle a lieu au début de la reconquête des Philippines, lors du débarquement des troupes américaines du général Douglas MacArthur sur l'île de Leyte, au centre de l'archipel philippin.**



Cette opération est considérée comme « *la plus grande bataille navale de l'histoire* », opposant dans le golfe de Leyte deux flottes américaines déplaçant plus de 1 316 000 tonnes, à quatre forces japonaises, déplaçant près de 700 000 tonnes (soit 2 014 890 tonnes à Leyte contre 1 661 983 tonnes à la bataille du Jutland en 1916).

Les 24 et 25 octobre 1944, des combats acharnés se déroulèrent sur une surface vaste comme le tiers de l'Europe ; à leur issue, la Flotte impériale japonaise lourdement battue avait cessé d'être une force offensive capable d'influer sur le cours de la guerre. Ces combats eurent lieu au cours de quatre engagements principaux situés en mer de Sibuyan, dans le détroit de Surigao, au cap Engaño et au large de Samar.

Le Corps spécial d'attaque japonais, plus connu sous le nom de « *kamikaze* », y fut engagé pour la première fois à grande échelle le 25 octobre.

### 23 octobre 1956 : début de l'insurrection anti-soviétique de Budapest.

**L'insurrection de Budapest ou révolution de 1956 est la révolte populaire spontanée contre le régime communiste hongrois et ses politiques imposées par l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) qui dura du 23 octobre au 10 novembre 1956.**

La révolte commença par une manifestation étudiante qui rassembla des milliers de personnes à travers le centre-ville de Budapest pour rejoindre le Parlement hongrois. Une délégation étudiante entrée dans le bâtiment de la radio nationale afin de diffuser ses revendications fut arrêtée. Lorsque sa libération fut demandée par la foule, la *Államvédelmi Hatóság* (ÁVH, police politique du régime) ouvrit le feu depuis le bâtiment. Les nouvelles se répandirent rapidement et des émeutes éclatèrent dans toute la capitale.

La révolte s'étendit rapidement ailleurs en Hongrie et entraîna la fuite du gouvernement hors de la capitale, auprès des troupes soviétiques. Des milliers de personnes s'organisèrent en milices populaires pour affronter les troupes de l'ÁVH et l'Armée rouge. Des commissaires politiques et des membres de l'ÁVH furent passés à tabac, emprisonnés ou exécutés tandis que les prisonniers politiques étaient libérés et armés. Des conseils improvisés luttèrent contre le contrôle municipal du parti communiste au pouvoir et demandèrent des changements politiques. Des symboles politiques (étoiles rouges, statues de Staline, armoiries communistes au centre du drapeau national) furent enlevés ou détruits. Un nouveau gouvernement communiste, qui, après avoir dissous formellement l'ÁVH, déclara son intention de se retirer du pacte de Varsovie et promit d'organiser des élections libres, se mit en place. À la fin du mois d'octobre, les combats avaient pratiquement cessé et une certaine normalité était revenue.

Après avoir annoncé sa volonté de négocier un retrait des forces soviétiques, le Politburo changea d'avis et décida d'écraser la révolution. Le 4 novembre, une importante armée soviétique envahit Budapest et les autres régions du pays. La résistance hongroise continua jusqu'au 10 novembre. Plus de 2 500 Hongrois et 700 Soviétiques furent tués lors du conflit et 200 000 Hongrois fuirent en Autriche et de là, vers l'Occident en tant que réfugiés. Les arrestations se poursuivirent durant plusieurs mois. En janvier 1957, le nouveau gouvernement pro-soviétique avait supprimé toute opposition publique. Les actions soviétiques furent critiquées par certains marxistes occidentaux mais renforcèrent l'emprise soviétique sur l'Europe centrale.

Le débat public sur cet événement fut interdit en Hongrie durant plus de 30 ans, mais avec le dégel des années 1980, il fit l'objet d'intenses études et débats. Le 23 octobre est devenu un jour de fête nationale en Hongrie.



### 23 octobre 1983 : double attentat du Hezbollah au Liban.

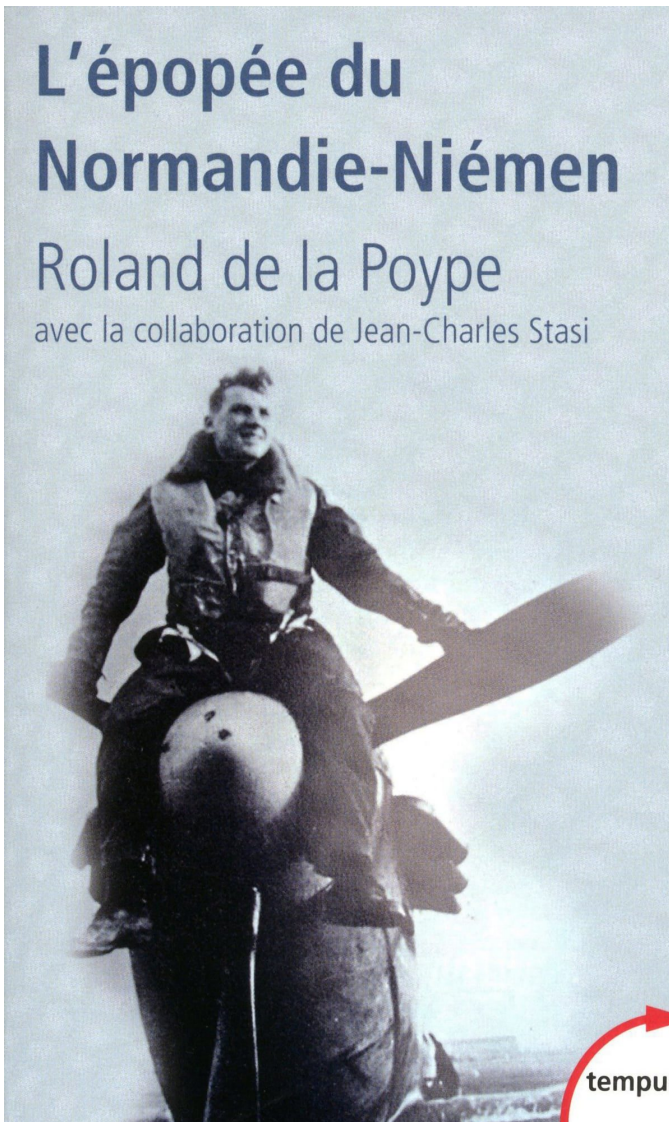
Les **attentats de Beyrouth du 23 octobre 1983** sont deux attentats-suicides quasi simultanés qui frappent les contingents américain et français de la Force multinationale de sécurité de Beyrouth durant la guerre du Liban. Les deux attentats sont revendiqués par le Mouvement de la révolution islamique libre puis par l'Organisation du Jihad islamique.

Le premier attentat tue 241 soldats américains, [le second 58 parachutistes français](#) ainsi que 6 Libanais. Le déroulement et les responsabilités précises des attentats sont encore inconnues.

Le 8 mars 1985, un attentat à la voiture piégée (très probablement organisé par la CIA) vise le prédicateur chiite, proche du Hezbollah, Mohammad Hussein Fadlallah qui en réchappe. L'attentat ravagea le quartier où il vivait faisant 80 morts et plus de 200 blessés dans la population.

### 23 octobre 2012 : mort à 92 ans de l'aviateur et ancien du Normandie-Niemen Roland de la Poype.

**Roland de La Poype naît le 28 juillet 1920 au Château de la Grange Fort aux Pradeaux, fils de Xavier Paulze d'Ivoy de La Poype, né en 1887, ingénieur agronome, colonel de réserve, tué sur le front en mai 1940, et de Victoire de Saint-Genys (1890-1942) et petit-fils de Roger Paulze d'Ivoy de La Poype, commissaire de la marine.**



tempus

Âgé de 19 ans, Roland de La Poype s'engage en décembre 1939 comme élève-pilote pour décrocher son brevet en février 1940, peu avant la ruée allemande de la campagne de France. Il réussit avec ses camarades de l'École principale d'aviation d'Étampes à rejoindre Saint-Jean-de-Luz au pays basque et s'embarque pour l'Angleterre.

Après un passage en Afrique-Équatoriale française entre juillet 1940 et janvier 1941 avec les Forces aériennes françaises libres (FAFL), il intègre, en Angleterre, le 602 (*City of Glasgow*) Squadron de Supermarine Spitfire de la *Royal Air Force* avec le grade de sergent. Preuve de

ses qualités, le chef du *squadron* britannique, l'as irlandais aux 23 victoires Paddy Finucane, le choisit comme équipier. Il obtient sa première victoire le 22 août 1942 contre un *Messerschmitt Bf 109*.

Apprenant la formation d'un groupe de volontaires français pour le front soviétique, le jeune pilote s'inscrit au groupe de chasse « *Normandie* » et fait partie du premier contingent de pilotes qui débarquent à Ivanovo en Russie le 28 novembre 1942. Il obtient sa première victoire homologuée en Russie, sa deuxième de la guerre, le 31 août 1943 sur un *Stuka*. Son palmarès compte 16 victoires confirmées, obtenues pour beaucoup en tandem avec son camarade du groupe Normandie-Niemen, Marcel Albert.

Début 1945, avec le grade de capitaine, il commande la 1<sup>re</sup> escadrille du groupe de chasse. Présent en Union soviétique jusqu'au 20 juin 1945, « *le marquis* », ou « *Pohype* » comme le surnommaient ses camarades, devient attaché de l'air en Belgique, puis en Yougoslavie avant de quitter l'armée en 1947, à seulement 27 ans, auréolé des titres de héros de l'Union soviétique et de compagnon de la Libération.

Totalisant 1 200 heures de vol, il est autorisé par Staline à ramener son *Yak* sur le territoire français. Affecté au 2<sup>e</sup> Bureau de l'Etat-major de l'armée de l'Air en mars 1946, Roland de la Poype quitte l'armée en 1947. Le commandant de réserve Roland de la Poype, redevenu civil exerce après la guerre, plusieurs fonctions.

Il est nommé membre du Conseil de l'Ordre de la Libération en septembre 2002. Le président Nicolas Sarkozy lui remet la Grand croix de la légion d'honneur lors d'une cérémonie au palais de l'Élysée à Paris le 14 avril 2008.

